



Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n°2019-06-054
du Conseil municipal
Séance du 29 juin 2019**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 18 juin 2019**
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 21
**Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 10**
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-neuf, le 29 juin à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Vincent **POUTIER**, Rémy **SALGUES**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Ali **OUATIZERGA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Ghislaine **PAGES** procuration à D. RIEU, Jean Christian **REY** procuration à C. EYSSERIC, Laurence **VOIGNIER** procuration à E. CREPIEUX, Saadia **Aldjia** procuration à R. SALGUES, Philippe **BERTHOMIEU** procuration à M.GRAZIANO-BAYLE, Carole **BRESCHET** procuration à G. COURBEY, Anthony **CELLIER** procuration à M.CEGIELSKI, Murielle **ISNARD** procuration à C. SUAU, Yvette **ORTIZ** procuration à S. ROUQUAIROL, Anne-Marie **AYMERIC** procuration à J-P. NAVARRO

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Monique **GRAZIANO-BAYLE**



Objet : Débat sur les objectifs et les orientations du Règlement Local de Publicité (RLP) de Bagnols-sur-Cèze

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L. 153-12,
Vu le Code de l'environnement, et notamment l'article L. 581-14-1,
Vu la délibération du Conseil municipal n° 033/2019 du 13 avril 2019, prescrivant la révision du règlement local de publicité,

Considérant que, par une lecture combinée des articles L. 581-14-1 du Code de l'environnement, et L. 153-12 du Code de l'urbanisme, les orientations générales du Règlement local de publicité font l'objet d'un débat en Conseil municipal, deux mois au moins avant l'arrêt du projet,

L'affichage publicitaire et les enseignes sont réglementés par le Code de l'environnement dont les dispositions visent à permettre la liberté de l'affichage tout en assurant la protection du cadre de vie et des paysages.

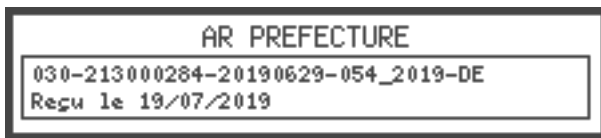
La loi du 12 juillet 2010 (dite Grenelle II) a eu pour conséquence de modifier un bon nombre d'articles législatifs du Code de l'environnement concernant l'affichage publicitaire. Ont évolué principalement les règles nationales concernant la publicité et les enseignes, celles relatives aux pré enseignes dérogatoires. Par ailleurs, la procédure d'instauration et le contenu des RLP ont été modifiés et la compétence en matière de police d'affichage a été décentralisée.

Ainsi, les règlements locaux de publicité peuvent être élaborés par les communes ou par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'article L 581-14-1 du Code de l'environnement précise d'ailleurs que, « le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié selon la procédure prévue pour les Plans Locaux d'Urbanisme par les articles L 153-11 à L 153-22 du Code de l'urbanisme à savoir » :

- délibération du Conseil municipal prescrivant l'élaboration du RLP et précisant les modalités de la concertation et notification aux personnes publiques associées, concertation,
- débat sur les objectifs et orientations du projet de RLP dans au sein du conseil municipal au moins 2 mois avant l'arrêt du projet,
- bilan de la concertation et arrêt du projet de RLP par délibération du conseil municipal,
- consultation des personnes publiques associées et avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysage et de sites,
- enquête publique,
- approbation par délibération du Conseil municipal,
- publication et annexion au PLU.

Considérant que la commune est dotée d'un RLP depuis 1992 qui doit évoluer pour tenir compte du durcissement de la réglementation nationale depuis le Grenelle 2 de l'environnement,



Considérant que, par délibération en date du 13 avril 2019, le Conseil municipal a donc prescrit l'élaboration d'un nouveau Règlement Local de Publicité et a défini les modalités de la concertation,

Considérant que les objectifs annoncés lors de la délibération prescrivant le futur RLP sont les suivants :

- valoriser le patrimoine architectural et paysager de la commune, en particulier à proximité des monuments historiques du centre-ville médiéval et des mails arborés qui l'entourent. Affirmer l'identité et l'image de la commune en général,
- réintroduire éventuellement la publicité de manière modérée dans certains sites protégés,
- améliorer la qualité des entrées de villes et les perspectives paysagères lointaines sur les massifs, la rivière Cèze et la vallée agricole,
- renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes et des publicités, homogénéisation de la signalétique),
- proposer des solutions efficaces et bien intégrées pour l'annonce des manifestations temporaires et les activités agricoles,
- prendre en compte les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (numérique notamment),
- réduire la consommation d'énergie (dans un souci de développement durable).

Considérant que le cabinet qui assiste la commune pour l'élaboration de ce règlement a procédé à un diagnostic sur l'ensemble de son territoire,

Considérant que les conclusions de ce diagnostic ont permis de définir, après plusieurs réunions de travail, les orientations suivantes :

1) GRANDES ORIENTATIONS POUR METTRE EN ŒUVRE LES OBJECTIFS :

- renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes sur l'ensemble du territoire, avec un effort qualitatif supplémentaire dans le centre historique compris dans un site patrimonial remarquable,
- diminuer la présence de la publicité en limitant les surfaces, la densité et en jouant sur les catégories de support, en particulier dans le centre historique et le long des entrées de ville,
- proscrire les pré enseignes qui prendront la forme d'une signalisation d'information locale adaptée aux besoins des entreprises du territoire,
- limiter les supports numériques et les périodes d'éclairage des publicités et enseignes lumineuses.

Quatre niveaux de prescriptions pour le futur RLP :

- Zone réglementée n° 1 (ZR1) : Centre ancien et patrimonial
Cette zone concerne le centre ancien concentrant l'essentiel du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze compris dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable.

- Zone réglementée n° 2 (ZR2) : Habitations, équipements et activités isolées
Cette zone concerne l'intégralité des secteurs agglomérés dont le bâti a une vocation principale d'habitat hors ZR1, les équipements culturels et sportifs et les bâtiments d'activité isolés.
- Zone réglementée n° 3 (ZR3) : zones d'activité
Cette zone regroupe les secteurs à forte vocation commerciale, de services, artisanale et industrielle dont les bâtiments ont, en majorité, une architecture adaptée à ce type d'activités.
- Zone réglementée n°4 (ZR4) : secteurs hors agglomération
Cette zone comprend l'intégralité du territoire communal situé hors agglomération. Elle concerne les activités isolées ou en projet ainsi que les secteurs naturels et agricoles.

2) ORIENTATIONS CIBLEES PAR TYPE DE DISPOSITIF :

Pour les pré enseignes :

Améliorer l'efficacité de la signalisation des entreprises en remplaçant les pré enseignes par des relais d'information service et de la signalétique de type SIL et une signalétique de zones.

Pour la publicité :

ZR1 : Habitat et équipements

- Interdiction de toute forme de publicité, sauf sur mobilier urbain.

ZR2 : Habitations et équipements

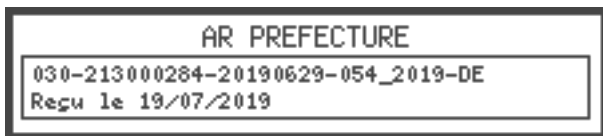
- Publicité scellée au sol interdite sauf sur domaine SNCF avec règles de densité.
- Publicité limitée à 8 m² d'affiche et 10 m² encadrement compris avec des règles de densité.

ZR3 : Activité

- Publicité scellée au sol limitée à 8 m² d'affiche et 10 m² encadrement compris avec des règles de densité.
- Publicité sur façade interdite sauf publicité numérique.

Dispositions applicables au mobilier urbain en ZR1, ZR2 et ZR3

- La publicité sur mobilier urbain est limitée à 2 m².
- Dispositions applicables à la publicité numérique
- Limitation de la publicité numérique aux dispositifs sur façade en ZR3 et sur mobilier urbain.



Pour les enseignes :

Dispositions relatives aux enseignes apposées sur un support existant

- Sur bâtiments à vocation première d'habitation, favoriser la qualité esthétique des façades commerciales avec des prescriptions qualitatives et en limitant le nombre et la surface des enseignes sur façade, et en prenant en compte les évolutions du Grenelle 2 de l'environnement.
- Sur bâtiments ayant une architecture exclusivement dédiée à l'activité, favoriser la qualité esthétique des façades commerciales en limitant la surface des enseignes sur façade tel que le prévoit la réglementation nationale post Grenelle (15 % de la surface de la façade) et en limitant leur nombre.

Dispositions relatives aux enseignes scellées au sol

- Améliorer la lisibilité des activités en limitant le nombre d'enseignes scellées au sol, comme le prévoit la réglementation nationale et favoriser la qualité des dispositifs.

Dispositions relatives aux enseignes sur toiture

Proscrire les enseignes sur toiture terrasse au profit des enseignes sur façade pour ne pas gêner les perspectives sur les paysages environnants et favoriser la qualité des secteurs commerciaux.

Dispositions relatives aux enseignes numériques

A proscrire dans certains secteurs et à limiter dans les formats et catégories ailleurs.

DÉBAT

Rémy SALGUES : Oui je vais un petit peu simplifier la délibération puisque comme on l'a dit c'est un règlement local de publicité , qui, quand il est élaboré par les communes, la procédure est quasiment équivalente à un PLU. Donc c'est ce que rappelle le début de la délibération. Après donc on rappelle les grands objectifs annoncés et puis, ce qui est intéressant pour nous bien sûr, ce sont les grandes orientations. Donc les grandes orientations qui sont prévues sont :

- le renforcement du qualitatif et la visibilité des enseignes,
- diminuer la présence de la publicité en limitant les surfaces,
- proscrire les pré-enseignes,
- limiter les supports numériques pour cela donc 4 zones importantes :
 - une zone réglementée à ZR1 qui est le centre ancien et patrimonial,
 - la zone n°2 qui est la zone d'habitations et d'équipements avec des activités isolées,
 - une zone réglementée qui est zone d'activités extérieure,
 - enfin tout le secteur hors agglomération, on parle bien d'agglomération du moment où y'a plus de bâti.

Donc les orientations pour ces zonages sont :

Pour la zone 1 : habitations et équipements : interdiction de toute forme de publicité sauf sur le mobilier urbain.

Pour la zone 2 : les publicités scellées au sol sont interdites sauf sur le domaine SNCF avec quand même des règles de densité. Une publicité a une surface limitée à 8m² d'affiche et 10 m² d'encadrement donc 10 m² tout compris.

En zone d'activité : les publicités scellées au sol sont limitées : pareil à 8 m² et 10 m² encadrement compris. La publicité sur façade est interdite sauf la publicité numérique. Disposition applicable en ZR1 et ZR2 et ZR3 : la publicité sur mobilier urbain est limitée à 2m² et les dispositions applicables à la publicité numérique limitation à la publicité numérique au dispositif sur façade en ZR3 et sur mobilier urbain.

Pour les enseignes sur bâtiment à vocation première d'habitation, on favorise la qualité esthétique des façades commerciales. Vous l'avez bien compris ce serait au niveau des commerces quand ils sont adossés à une habitation voilà donc on limite.

Sur les bâtiments ayant une architecture exclusivement dédiée à l'activité, on favorise la qualité esthétique des façades commerciales, les dispositions relatives aux enseignes scellées au sol pour améliorer la visibilité des activités en limitant le nombre d'enseignes scellées au sol.

On a pu voir sur les photos, c'était impressionnant le nombre d'affiches. Donc là il faut limiter et puis les dispositions relatives aux enseignes sur toitures vont-être proscrites donc proscrire les enseignes sur toiture terrasse au profit des enseignes sur façade c'est la réglementation et c'est la loi. Donc on ira vers cela. Dispositions relatives aux enseignes numériques à proscrire dans certains secteurs et à limiter dans les formats et catégorie d'ailleurs. En plus, on limite dans le cadre de la sécurité routière qui rentre en ligne de compte également. Voilà les grandes lignes de cette procédure.

On a passé lors du dernier conseil la première délibération, là on est donc à la deuxième c'est donc une procédure qui suit son cours normalement.

Jean-Yves CHAPELET : Des interventions ?

Serge ROUQUAIROL : Oui, tout simplement pour rappeler que, comme ça a été dit par Monsieur Salgues, ce règlement intervient finalement au même titre qu'un PLU dans les exactes proportions d'un PLU. Donc la priorité pour nous est donnée à tout ce qui relève de l'esthétique et de la préservation patrimoniale dans le centre ancien en particulier. Je ne vais pas revenir sur un certain nombre de verrues qui infectent encore nos façades ou nos quartiers. J'invite les gens à s'en soigner au plus vite. Mais parfois il est difficile de se faire entendre sur la question. Néanmoins c'est important, c'est important pour la qualité de notre environnement, pour la tranquillité de la ville. Et puis moi je reviendrai sur un dernier point de la question de Monsieur Salgues : ensuite l'excès de la signalisation, en particulier la signalisation lumineuse est extrêmement dangereuse sur le plan de la circulation en ville, sur le plan de la circulation en automobile, en moto, ou avec d'autres engins. Et je pense que vraiment c'est un souci permanent. Quand on a l'habitude de le dire que tout ce qui est des règles : trop de règles tue la règle, trop d'interdictions tue les interdictions, et là c'est exactement pareil trop de signaux fait que les signaux disparaissent dans leur qualité première qui est de prévenir lorsque il y a un danger, une impossibilité de circuler etc... Donc



vraiment c'est un règlement auquel nous attachons beaucoup d'importance parce qu'il va favoriser la vie citoyenne dans notre cité.

Rémy SALGUES : Si vous me permettez pour finir, je voudrais aussi remercier les deux autres adjoints qui travaillent sur ce dossier qui sont Ghislaine Courbey qui défend la partie commerce et Vincent Poutier qui a le côté urbanisme.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. D'autres interventions ?

Alors je précise que là nous allons prendre acte. Monsieur ROUQUAIROL viens de nous le préciser mais on va prendre acte du débat. Et puis ça permet de continuer la procédure. Je ne vais pas rappeler ce que viens de dire Monsieur Salgues mais je pense que ça va remplacer notre règlement de publicité qui est dans le PLU. Ça va nous permettre aussi, du fait que nous aurons ce règlement à disposition avant la fin de l'année, de l'adapter, d'avoir eu la possibilité de l'adapter à notre territoire.

Claudine PRAT : Une fois que ce sera en application, il y aura un effet sur déjà ce qui existe c'est-à-dire qu'il y aura une mise en conformité de ce qui existe déjà ?

Rémy SALGUES : Ça donnera un outil. Ça nous permettra, petit à petit en effet, de demander aux publicitaires de démonter. Voilà tout à fait et puis surtout ça nous permettra lors de nouveaux bâtiments commerciaux d'être réparés et puis petit à petit de demander aux autres d'être en conformité.

Jean-Yves CHAPELET : Exactement ça nous donnera l'argument, la base réglementaire d'avoir un certain pouvoir coercitif, on va dire comme ça.

Rémy SALGUES : Selon une société sur laquelle, on va pouvoir activer très rapidement. Je ne peux pas la nommer mais on va y arriver très rapidement.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- **de prendre acte** de la tenue du débat sur les orientations générales du futur Règlement Local de Publicité dans le cadre de la révision du Règlement Local de Publicité.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 29 juin 2019

Pour copie conforme au registre
Bagnols-sur-Cèze, le 29 juin 2019

Acte rendu exécutoire
après dépôt électronique en Préfecture
et publié le 19 juillet 2019

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET